



SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

LETTRE D'INFORMATION N°5 - JUIN 2014

Actualités du programme transversal

Atelier d'échanges de pratiques sur les grossesses non désirées (GND), à Naivasha au Kenya

Cet atelier, organisé dans le cadre de la convention programme, avait pour objectifs de sensibiliser les acteurs au cadre de référence de santé sexuelle et reproductive (SSR), renforcer l'intégration de la prévention et prise en charge des GND dans les projets SSR, échanger sur les modalités d'intervention, expériences et outils, favoriser les échanges intercontinents sur les approches développées et renforcer le plaidoyer au niveau national et transversal. Il a réuni une dizaine de projets essentiellement issus d'Afrique mais aussi du Népal, du Laos et de la zone Amérique Latine Caraïbe. Différentes recommandations ont émergé suite à ces rencontres.

Voir la page intranet de l'atelier.

Voir la présentation faite au conseil d'Administration.

Atelier régional (ALC) d'échanges sur les grossesses non désirées

Du 26 au 28 mars 2014, s'est déroulé à Bogota (Colombie) un atelier régional latino-américain et Caraïbes sur « la santé et les droits sexuels et reproductifs : avancées de l'accès, prévention et prise en charge des grossesses non désirées (GND) ». Il a réuni une trentaine de participant.e.s, acteurs des projets de Médecins du Monde (MdM) (Mexique, Uruguay, Pérou, Colombie, Haïti) mais également des partenaires de ces pays.

Les objectifs étaient de partager les expériences de MdM France et des organisations partenaires sur le « droit de décider », renforcer les liens entre les projets et organisations partenaires de la région et discuter les stratégies de plaidoyer qui ont été développées. Les principales thématiques abordées ont porté sur le positionnement politique de MdM sur le droit de décider, les droits sexuels et reproductifs et les GND, les expériences réussies

de MdM et des organisations partenaires concernant l'avortement et le plaidoyer, l'objection de conscience, le droit international et les réglementations nationales et les actions en vue du Caire+20.

Stratégie SSR 2014-2017

Lors de la dernière réunion du groupe de travail SSR du 25 avril dernier, la stratégie 2014-2017 a été discutée ainsi que la déclinaison opérationnelle et les moyens à mettre en œuvre pour se faire. A partir des acquis de ces dernières années, il s'agit de préciser les ambitions de Médecins du Monde dans les années à venir et de définir les axes de développement prioritaires. L'approche par les droits humains et de santé publique est maintenue afin de proposer une offre de soins holistique, accessible et de qualité, en même temps qu'un plaidoyer en faveur du droit d'accéder à des services de SSR. Prochain groupe SSR le 27 Juin.

Voir la présentation au groupe SSR du 25/04/2014.

Plaidoyer avortement sans risque et légal : campagne de mobilisation en vue du Caire +20

Depuis plusieurs mois, MdM est associé avec le Planning Familial et Equilibres et Populations en perspective de la session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU sur Le Caire+20 qui se tiendra à New-York en septembre 2014.

Afin d'accompagner les différentes actions de plaidoyer menées en amont du Caire+20, une campagne de mobilisation internationale en faveur de l'accès universel à la contraception et à l'avortement sûr et légal a été développée par MdM. Elle se nomme « Names not numbers » et dispose d'un site dédié : www.names-not-numbers.org qui a été lancé dans 12 pays à l'occasion du 8 mars, journée internationale du droit des femmes.

Voir l'actualité de la campagne.

A l'ONU, Médecins du Monde défend l'accès universel à la contraception et le droit à l'avortement

Du 7 au 11 avril dernier, les Etats membres des Nations Unies se sont réunis à New York dans le cadre de la Commission Population et Développement (CPD) pour préparer la Conférence du Caire+20 de septembre. Une délégation de Médecins du Monde, composée de Nicolas Guihard et Catherine Giboin et accompagnée d'un partenaire de Côte d'Ivoire, a suivi les négociations sur place durant toute la semaine. Après une semaine intense de discussions qui devaient être l'occasion de réaffirmer les droits sexuels et reproductifs des femmes, le bilan reste mitigé. La question de l'accès universel à la contraception et à l'avortement sûr et légal a été écartée des débats sous la pression de groupes conservateurs, bien déterminés à ne pas concéder la moindre avancée en la matière.

La résolution adoptée à l'issue de la CPD reconnaît toutefois la nécessité d'intégrer les questions de droits et de santé sexuelle et reproductive parmi les priorités du nouveau cadre de développement post 2015. Elle appelle également les Etats à agir rapidement face aux retards accumulés dans certains domaines clés du programme d'action du Caire. Il faut donc désormais que ces paroles s'accompagnent d'actes concrets de la part des Etats et en particulier face à la problématique des grossesses non désirées.

Le 22 septembre prochain, à New York, les chefs d'Etats et de gouvernements seront réunis pour participer à la conférence du Caire+20. Il est encore temps de les interpeller afin qu'ils prennent de nouveaux engagements en faveur des droits des femmes.

Signez et envoyez notre pétition au secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon.

Bulgarie : prévention des GND pour les populations vulnérables de la municipalité de Sliven

MdM France est présente en Bulgarie depuis 2004, au travers d'un programme de santé materno-infantile dans le ghetto de Nadejda. Durant les quatre dernières années MdM a organisé des sessions de sensibilisation sur l'hygiène, la vaccination et la SSR incluant des activités *outreach*. L'implication des médiateurs de santé issus de la communauté a fait la richesse et la particularité du projet. En 2014

la stratégie générale du projet a été reformulée. Médecins du Monde a choisi de se concentrer sur un seul thème : la réduction de grossesses non désirées via la planification familiale. Le nouveau projet s'intéresse plus largement aux populations vulnérables de Sliven. Ce nouveau projet de 3 ans est en partenariat avec l'Association Bulgare de Planification Familiale et la Municipalité de Sliven.

Le Conseil Municipal a approuvé une participation financière de la part de la Mairie dans le projet qui assurera la gratuité des services médicaux prévus. L'Association Bulgare de Planification Familiale met à disposition des moyens de contraception ainsi que son expérience issue de 20 années d'action.

Côte d'Ivoire : 3 ans et un district de plus !

Depuis septembre 2011, MdM soutient les activités de SSR dans trois districts sanitaires. Le bilan de ce projet est positif dans l'ensemble : réduction

du taux de mortalité maternelle institutionnelle (de 346 pour 100 000 naissances vivantes à 119), augmentation du taux de fréquentation des enfants

de moins de 5 ans de 0.5 à 0.65 consultation par an et par enfant, amélioration de la qualité de la prise en charge.



Crédit: Sébastien Dujardin

Toutefois des challenges restent présents : les taux d'accouchements assistés n'augmentent pas dans certaines zones, voire diminuent en zone urbaine, l'utilisation des méthodes de planning familial reste très faible (<1%), et les personnes continuent à payer souvent pour leurs médicaments – 86% ont dû mettre la main à la poche sur les 500 personnes enquêtées.

Afin de poursuivre les efforts et élargir notre appui, MdM s'inscrit dans un nouveau cycle de trois ans – 2014/2016 avec l'appui financier du C2D – Contrat Désendettement Développement (AFD/gouvernement ivoirien) via ECHO. Ce nouveau projet qui débute actuellement, inclut un 4ème district : Soubré, très important par sa population, 1 000 000 personnes et 60 centres de santé, amenant le nombre de structures à 120.

Niger : projet de nutrition et planification familiale

Du 11 au 13 novembre, s'est déroulée l'identification des 16 nouvelles écoles au niveau de quatre centres de santé intégrés (CSI). L'objectif est d'accroître le nombre des « Écoles des Maris » (EdM) à travers une extension dans d'autres CSI du district, notamment : Dandaji, Djinguiniss, Karayé et Sahiya. Au terme de la mission, 16 nouvelles écoles ont été identifiées, portant le nombre total des écoles à 32 et 329 « maris modèles ».

En novembre, une série de formations / recyclage a été organisée dans les « Écoles des Maris ». Cette activité rentre dans le cadre de la mise en

œuvre de la stratégie « École des Maris » amorcée depuis 2012 au niveau de quatre CSI pilotes. L'objectif étant d'impliquer les hommes dans la promotion de la santé reproductive pour un changement de comportement de ces derniers au niveau communautaire.

Dans le cadre de la stratégie des « Écoles des Maris » amorcée à Illéla en 2012, un voyage d'échange a été organisé du 16 au 19 novembre 2013 dans la région de Zinder. Les participants étaient les maris modèles des EdM de quatre CSI du District sanitaire d'Illéla, les coaches, le respon-

sable NAC/MdM point focal EdM et le Communicateur du district sanitaire. Les objectifs de la mission étaient de : faire découvrir aux 8 membres délégués des EdM les activités menées par les autres EdM de la région de Zinder ; créer un cadre d'échange permanent entre les différentes EdM des régions de Tahoua et Zinder ; et consolider les acquis en échangeant les expériences.

En février 2014, deux CSI ont bénéficié de la réhabilitation de salles d'accouchement. Il s'agit des centres de santé intégrés de Karayé et Yama sur financement AFD.

Grand débat : « être une jeune mère adolescente en RDC » Kinshasa, le 18 novembre 2013

Tous les trimestres, l'Institut Français de Kinshasa organise un « Grand débat ». Le 18 novembre 2013, à l'initiative de Médecins du Monde, une rencontre était proposée sur la thématique « être une jeune mère adolescente en RDC ». Plus d'une centaine de personnes se sont ainsi réunies pour aborder la question de l'accès à la contraception pour adolescents. Les avis étaient partagés mais le débat a favorisé un cadre de réflexion et de partage particulièrement intéressant.

Alors que l'âge médian du premier rapport sexuel se situe autour de 14 ans et demi¹, la contraception n'est toujours pas autorisée pour les mineurs. Les grossesses précoces ont des répercussions immédiates sur la santé des adolescentes et un impact important sur leur environnement social (stigmatisation, rejet par la famille, exclusion du système éducatif, avortement clandestin², etc.). Un sociologue participant au débat a rappelé que l'éducation sexuelle des jeunes était incluse dans les rituels d'initiation traditionnels et que les guérisseurs dans les villages connaissaient des méthodes qui évitaient les grossesses non désirées. Les modes de vie urbains et les conditions de grande précarité ont déstructuré ces modes de

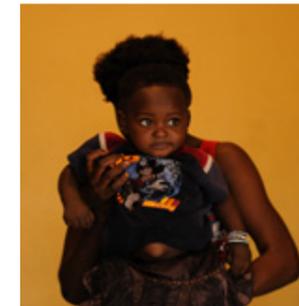
transmission coutumiers.

Le Directeur du PNSR a pour sa part rappelé quelques chiffres clés sur la situation des jeunes en RDC : le taux de fécondité des adolescentes est l'un des plus élevés du monde, environ une naissance sur 100 entraîne la mort de la mère, 28% des adolescentes de 15-19 ans ont commencé leur vie féconde et 4 % ont eu une naissance vivante avant l'âge de 15 ans³.

Au cours de ce grand débat, l'assemblée a admis que la sexualité demeure un tabou majeur insuffisamment relayé par les principaux acteurs communautaires éducatifs (issus du milieu scolaire, religieux, familial, etc.). Evoquant des raisons essentiellement culturelles et religieuses, elle ne s'accorde pas sur la libéralisation de l'accès à la contraception pour toutes les femmes.

La loi de 1920 héritée du Congo belge interdisant le « contrôle des grossesses » ainsi que la « propagande anticonceptionnelle »⁴ est toujours en vigueur. Les années 70 ont introduit le concept de « naissances désirables » mais l'accès à la contraception n'a pas pour autant été facilité pour les mineurs.

Dans ce contexte, le Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant a rédigé en août 2012 un projet de loi sur la santé de la reproduction qui est inscrit à l'ordre du jour de la session parlementaire depuis septembre 2013. Ce texte pourrait changer les perspectives d'accès aux méthodes modernes de contraception pour toute femme, sans distinction d'âge.



Une mère et son enfant à Kinshasa. Lam Duc Hien

1. Etude CAP, UNICEF « Sexualité, VIH/Sida, santé de la reproduction, genre et violence », août 2012.
2. Taux d'avortement des adolescentes : 30%, ELS, 1998.
3. UNFPA. Santé de la reproduction des adolescents et jeunes (SRAJ) en RDC, Juillet 2013.
4. CEDEF, http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/co/CONGOCO28_fr.pdf

Mexique : cloture du projet dans la région du Chiapas

Le projet initié au Mexique dans la région du Chiapas a été clôturé en mars dernier. Il avait pour objectif de faciliter l'accès et de renforcer les connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes migrantes et travailleuses du sexe à Tapachula et Huixtla. Un atelier de fin de projet a été réalisé lors duquel plusieurs présentations ont été réalisées. Une vidéo a aussi été réalisée.

Pour en savoir plus (en espagnol) :

- Voir la présentation du projet.
- Voir la présentation de l'enquête socio démographique réalisée à la fin du projet afin de mieux comprendre les populations cibles du projet.
- Voir la présentation entre mythe et réalité, les travailleuses migrantes d'Amérique centrale.
- Voir la présentation sur la conception et les pratiques des droits humains par les femmes d'Amérique centrale à Tapachula.
- Voir la présentation sur les difficultés et les problèmes rencontrés par les migrantes dans la région de Soconusco.

- Voir la présentation du diagnostic sur les violences faites aux femmes de Tapachula.
- Voir la présentation sur les travailleuses d'Amérique centrale et leurs familles à la frontière sud de Mexico.
- Voir la présentation sur les recommandations et les leçons apprises dans le domaine de l'accès à la santé des migrantes.
- Voir la présentation sur la stratégie d'intervention de Médecins du Monde (MdM) en matière de migration.
- Voir la présentation sur les perspectives de MdM France dans la région de Soconusco.
- Voir la vidéo.

Haïti : un accès difficile aux services de SSR

Médecins du Monde France (MdM-F) appuie les autorités sanitaires de la Grand Anse depuis 2006 dans le cadre d'un programme continu pour améliorer l'accès aux soins pour les populations les plus vulnérables, comme les femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans. La Santé Sexuelle et Reproductive représente l'axe prioritaire de cette intervention et porte sur l'ensemble du continuum de soins à travers un soutien technique et financier apporté actuellement à trois structures de santé (Carrefour Charles, Privilé et Abricots).

Au niveau communautaire, MdM-F a permis la mo-

bilisation de 106 matrones et 255 femmes issues de 9 clubs de mères. Ces actrices sont formées et sensibilisées afin de mettre en place les différentes activités communautaires. Leur action est de travailler au niveau de leur communauté, sur la promotion des services de SSR comme l'information; promotion des services existants, planification familiale, accouchements assistés, visites domiciliaires.

Au niveau institutionnel, des formations ont été mises en place par MdM-F au profit des prestataires de soins sur les thématiques de SSR incluant

la prise en charge de la planification familiale de longue durée et les Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base (SONUB). Au niveau des centres appuyés par MdM-F, un système de gratuité des soins aux femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans (y compris les nouveaux nés) a été mis en place, ainsi que les urgences obstétricales référées au niveau secondaire (hôpital communautaire de référence).

Burkina Faso

Atelier de formation des organisations à base communautaire sur l'élaboration des microprojets d'information éducation communication et de plaidoyer

Dans le cadre du partenariat avec les organisations à base communautaire, un appui a été apporté à 9 associations de la province du Soum pour élaborer des plans d'action de sensibilisation et de plaidoyer. Après plusieurs échanges, les objectifs, les résultats et certaines activités ont été harmonisés, et les associations ont eu une compréhension commune de l'intervention dans le district.

Cette intervention a visé le renforcement de la mobilisation communautaire en faveur de l'amélioration de l'accès des populations aux soins de Santé Sexuelle et Reproductive (Planification Familiale, Grossesses Non Désirées, et Excision) ; renforcer les capacités des acteurs communautaires (autorités coutumières, religieuses, politiques, associatives, accoucheuses villageoises, membres de cellules d'urgence et COGES ...) sur la SSR ; soutenir des initiatives communautaires en faveur de la SSR et l'hygiène en milieu sanitaire.

Atelier international sur les politiques d'exemption pour les services de santé maternelle en Afrique : évaluation, expériences et partage des connaissances du 25 au 28 novembre à Ouagadougou

La Communauté de Pratique « Accès Financier aux Services de Santé » de la plateforme « Harmonisation for Health in Africa » (HHA), en collaboration avec le consortium de recherche FEMHealth et les universités de Montréal (Canada) et de Heidelberg (Allemagne), a organisé un atelier sur « les poli-

tiques d'exemption pour les services de santé maternelle en Afrique : évaluation, expériences et partage des connaissances ». Cet atelier avait pour objectif de faire le bilan des travaux scientifiques en la matière, avec une attention particulière sur les résultats empiriques, les approches méthodologiques et les interventions.

L'atelier a permis de tirer les enseignements utiles pour l'évaluation et le suivi des politiques sanitaires, en particulier dans le domaine du financement des soins et de la santé maternelle.

9ème Congrès de la Société Française de Contraception (SFC) et 7ème Congrès de la Société des Gynécologues et Obstétriciens du Burkina (SOGOB) : du 30 janvier au 1er février 2014 à Ouagadougou

La participation du projet à cette importante rencontre d'échanges de pratiques s'est traduite par l'inscription de quatre personnes dont un médecin du Centre Médical avec Antenne Chirurgicale de Djibo et 3 participant.e.s de MdM (coordonnateur site, référent SMI et responsable plaidoyer national). Environ 400 participant.e.s venu.e.s de pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique ont pu assister à différents événements portant sur des aspects divers de la contraception, des pathologies gynécologiques et obstétricales.

Au terme de ces trois jours d'échanges, quelques thèmes et expériences ont retenu notre attention



Traversée d'un fleuve en barque au Burkina Faso.

et pourraient servir d'école pour nos projets sur le terrain.

Il s'agit notamment :

- intégration des services SMI/PF ;
- sécurisation et disponibilité des produits contraceptifs ;
- la contraception d'urgence ;
- accès aux services PF en milieu rural : expérience du Ghana sur le Task-Sharing ;
- contraception et observance : réversible et semi-longue durée.

Les dates des prochains congrès de la SOGOB qui se tiendra en Guinée et de la SFC qui se tiendra au Niger, sont à préciser.

Lire le rapport de participation au 9ème Congrès de la Société Française de Contraception (SFC) et au 7ème Congrès de la Société des Gynécologues et Obstétriciens du Burkina (SOGOB).

Dernières publications disponibles / Evènements à venir



Affiche de présentation de l'étude.

Uruguay

En 2012, l'Uruguay s'est positionné à l'avant-garde des droits sexuels et reproductifs, en approuvant une loi qui dépénalise l'Interruption Volontaire de Grossesse. Un an après la mise en place des services, ce rapport présente les résultats d'une recherche réalisée par Médecins du Monde France en Uruguay, ayant pour but d'étudier les vécus et les itinéraires thérapeutiques des femmes usagères des services de SSR et ayant eu accès à une IVG assurée par ce service.

Lire l'étude complète en ligne.

Angola

Evaluation externe du programme déployé dans la région de Kwanza Norte, Al Altro Lado Consultores, Mars 2014, en portugais.

Evènements à venir

22 Septembre : Conférence du Caire +20 à New York.

A paraître pendant l'été : fiches de formation SSR.